

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Dettes intérieure : 93 entreprises à la caisse

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

L'Exécutif aurait-il entendu le cri d'alerte du patronat ? Malgré le contexte économique très difficile, lequel augure d'une récession, le gouvernement affiche, tant bien que mal, sa volonté de continuer à honorer ses engagements financiers et contractuels vis-à-vis de ses partenaires. En l'occurrence, le paiement de la dette intérieure.

Le ministère de l'Economie et des Finances a convoqué, le 18 mars 2020 à travers un communiqué, 93 responsables ou représentants des entreprises locales à se rendre, munis d'une pièce d'identité, à la direction générale de la Dette, sise au N° 60 de la rue Michel Bigoundou, pour traitement de leurs créances en souffrance. Cet appel intervient suite à l'audit des arriérés des dépenses extrabudgétaires réalisé du 17 décembre 2018 au 15 octobre 2019 par le cabinet Price Waterhouse Cooper. Les 93 PME désignées constituent un premier lot de bénéficiaires.

Lors d'une réunion de crise avec le ministre de l'Economie, Jean-Marie Ogandaga, le président du Conseil gabonais du patronat (CGP), Francis Jean-Jacques Evouna, avait indiqué que le règlement de la dette intérieure pourrait constituer un puissant incitatif pour mieux lutter contre le Covid-19.

"Il faut des entreprises dynamiques. Si nous n'avons pas les moyens d'accompagner l'État pour prélever la fiscalité et les impôts, si ces entreprises ne sont pas capables de le faire, elles ne sont donc pas capables de gérer toutes les plateformes que le gouvernement veut mettre en place", avait averti Francis Jean-Jacques Evouna.



Le patronat lors d'une réunion de crise avec le ministre de l'Economie.

Chute des cours du pétrole : BW Energy et Panoro Energy en repli au Gabon

MSM
Libreville/Gabon

En raison de la propagation du coronavirus, BW Energy a emboîté le pas, le 18 mars, à Panoro Energy, en annonçant une baisse conséquente de ses investissements au Gabon de l'ordre de 50 %, sur les 250 millions de dollars US prévus (150 milliards de francs) pour le développement de la licence d'exploitation du gisement de Dussafu Marin. La société pétrolière a été confortée dans sa décision par l'environnement actuel, marqué par des prix de baril assez bas et des incertitudes du marché.

Ce revirement pourrait saper l'équilibre et la croissance économique que le Gabon a

acquis progressivement, après la crise de 2015 qui l'a sévèrement secoué. En effet, BW a déclaré que l'impact des restrictions sur les voyages

Ce revirement pourrait saper l'équilibre et la croissance économique que le Gabon a acquis progressivement, après la crise de 2015 qui l'a sévèrement secoué.

internationaux limite la capacité de l'entreprise à déplacer le personnel essentiel, les sous-traitants et l'équipement vers et du Gabon. Cela pourrait influencer sur le moment du forage du puits DTM-7H prévu, et du puits d'exploration subséquent. Les principaux contrats prévoient certains droits de résiliation

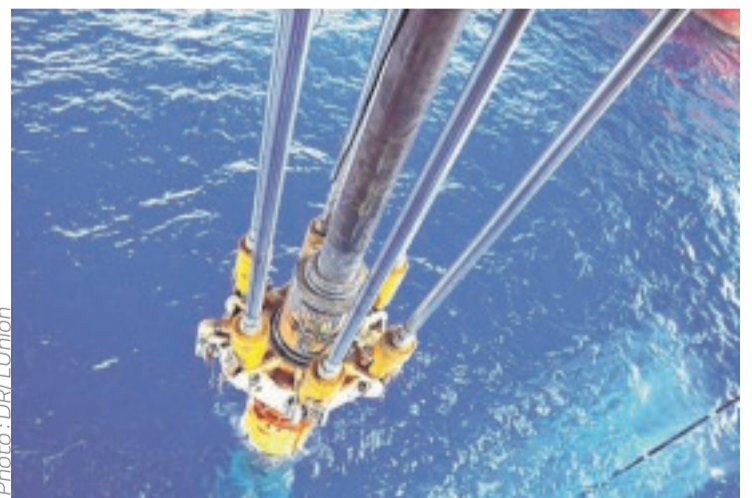


Photo: DRI/L'Union

Un instantané des forages du puits Hibiscus de Panoro Energy.

dans les circonstances actuelles.

"Notre réponse aux turbulences actuelles sur le marché pétrolier montre la force et la flexibilité de notre modèle économique. En nous adaptant rapidement

à la situation et en retardant les investissements, jusqu'à ce que nous ayons une meilleure vision d'un marché amélioré, nous préservons notre puissance de feu", a déclaré Carl K. Arnet, directeur général de BW Energy.